

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur la fluctuation des marchés boursiers, l'épidémie d'Ebola, la situation en Ukraine et sur les politiques économiques au sein de l'Union européenne, à Milan le 17 octobre 2014.

JOURNALISTE

Les marchés s'effondrent ce matin, est-ce que c'est le signe du retour d'une crise mondiale ?

LE PRESIDENT

Non, les marchés connaissent des fluctuations. Ils avaient beaucoup monté ces derniers mois. Ils connaissent une faiblesse ces derniers jours. Elle tient à quoi ? Elle tient au fait qu'il y a une incertitude internationale. Nous la voyons en Ukraine, au Moyen-Orient, en Syrie et en Irak. Nous la voyons aussi en Afrique avec le virus Ebola.

Et puis, il y a une deuxième raison : les Etats-Unis ralentissent et l'Europe a une croissance très faible. D'où mon combat : il faut que l'Europe puisse reprendre le chemin de la croissance et d'une croissance beaucoup plus vigoureuse.

J'ajoute aussi qu'il y a une nécessité : nous devons avoir une coordination des politiques économiques. C'est ce que nous allons faire, ici à Milan, puisque l'Europe va rencontrer l'ensemble des pays d'Asie. Nous avons besoin que l'Asie tire la croissance européenne mais à la condition que l'Europe elle-même sache organiser sa politique économique pour qu'elle soit plus favorable à la croissance.

QUESTION

Sur Ebola, est-ce qu'il faut généraliser les contrôles dans les aéroports sur le plan européen ?

LE PRESIDENT

J'ai eu un entretien téléphonique avec le Président OBAMA, la Chancelière MERKEL, le Premier ministre italien et le Premier ministre britannique. Nous avons convenu qu'il fallait multiplier les contrôles. Dès demain, il y aura des contrôles sur les transports aériens entre la Guinée et la France. Nous ferons en sorte que ces contrôles puissent être généralisés sur un certain nombre de pays à risque. Mais nous n'en sommes pas là.

Il y a aussi la mobilisation internationale. Elle doit se mettre davantage en mouvement. C'est pourquoi la France a pris des initiatives en Guinée. Nous devons être extrêmement prudents quant à ce qui peut se produire à tout moment. Vous avez vu qu'aux Etats-Unis il y a eu des cas. Nous n'en n'avons pas connu en France sauf un qui a été immédiatement traité et guéri. Nous avons tous les dispositifs pour permettre que, si un cas se passait en France, il puisse y avoir toute la disponibilité médicale pour apporter non seulement un traitement, non seulement une prévention, mais une guérison.

JOURNALISTE

Qu'est-ce que vous attendez sur l'Ukraine ?

LE PRESIDENT

On va en parler demain. Sur l'Ukraine il y a aura des discussions puisque le Président POUTINE

est là ou sera là dans quelques moments. Nous aurons des discussions, demain matin, avec le Président POROCHENKO et le Président POUTINE. Ces questions seront traitées. On ne parlera pas des sanctions en tant que telles cela relève de décisions européennes mais nous parlerons des moyens de sortir de la crise. Il faut que le cessez-le-feu soit entièrement respecté en Ukraine et que ce qu'on appelle le plan de règlement de la crise, l'accord de Minsk, soit intégralement appliqué.

Je reviens d'un mot sur ce qui se passe sur les marchés. Les marchés peuvent connaître des moments de hausse continue de leur cours. C'est ce qui s'est passé ces dernières semaines. Mais ils peuvent connaître aussi des faiblesses. Celles qui sont constatées depuis plusieurs jours en Europe, et même aux Etats-Unis, tiennent à deux causes majeures.

La première, c'est l'instabilité de la situation internationale et les incertitudes sur ce qui se passe en Ukraine, au Moyen-Orient, en Syrie, en Irak, en Afrique de l'Ouest avec le virus Ebola Mais il y a aussi des causes qui sont propres à l'Europe : une croissance aussi faible, des interrogations et des incertitudes sur le plan d'investissement qui doit être mis en place, des plans d'austérité qui s'ajoutent les uns aux autres et créent un doute sur les marchés.

Le prochain Conseil européen, qui se tiendra le 24 octobre, doit donc prendre en compte, non pas la situation des marchés boursiers, mais l'état de faiblesse de l'économie européenne, pour relancer la croissance. Relancer la croissance c'est la meilleure façon de stabiliser les marchés.

JOURNALISTE

La crise n'est donc pas finie Monsieur le Président ?

LE PRESIDENT

Ah si ! Nous sommes sortis de ce qu'on appelait la « crise de la zone euro ». Mais l'Europe n'a pas retrouvé le chemin de la croissance. Elle vit une stagnation. Quand il y a une stagnation, il y a forcément du chômage en plus et du pouvoir d'achat en moins. Au-delà des réformes que nous devons accomplir la France et son gouvernement en ont présenté plusieurs et notamment ces derniers jours l'Europe doit elle-même organiser la relance. C'est la meilleure réponse à la situation des peuples et notamment des jeunes. Mais c'est aussi une réponse par rapport aux incertitudes qui pèsent sur les marchés. Merci.